

(N° 277)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 JUIN 1924.

PROJET DE LOI INSTITUANT UNE CAISSE NATIONALE DES PENSIONS DE LA GUERRE.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Parmi les charges financières nées de la guerre, dont la Nation doit elle-même supporter le fardeau par suite de la carence de l'Allemagne, figurent les pensions, rentes et allocations annuelles que diverses lois ont accordées aux ex-combattants ainsi qu'aux victimes civiles.

Ces pensions, rentes et allocations sont l'expression d'une dette sacrée entre toutes.

A raison de ce caractère et de la nature des torts qu'elles tendent à réparer, elles ne peuvent, dès qu'elles ont pris cours, s'accommoder d'un règlement différé. Elles doivent nécessairement s'acquitter par paiements en espèces, périodiques et réguliers; les arrérages doivent donc figurer annuellement au Budget.

Lourde charge, et qui s'aggravera encore pendant quelques années, pour diminuer ensuite dans la mesure des extinctions, non compensées par de nouvelles concessions, à résulter tant de la suppression des pensions, rentes et allocations temporaires que de la mortalité des bénéficiaires.

Il s'ensuit que les exercices les plus proches de la guerre, — ceux-là précisément où la situation financière du pays est la plus difficile, — supportent le poids maximum des pensions, rentes et allocations (évaluées aujourd'hui à plus de 150 millions de francs par an), alors que les exercices futurs en seront progressivement allégés jusqu'à complète extinction.

Dans les conjonctures qui nous pressent d'améliorer par tous les moyens notre situation budgétaire actuelle, les considérations qui précèdent ont conduit le Gouvernement à rechercher un système réalisant une répartition plus rationnelle des charges dont il vient d'être parlé.

H

Ainsi est née l'idée de créer un organisme autonome à qui incomberaient la charge financière des pensions issues de la guerre et le paiement de leurs arrérages.

Ce projet a paru d'autant plus séduisant qu'il est possible de le réaliser sans constituer de toutes pièces une nouvelle administration. Ne possédons-nous pas une institution officielle que sa mission organique, son expérience et sa grande notoriété qualifient excellemment pour la gestion de la nouvelle Caisse? J'ai nommé la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, à laquelle je me plais à rendre hommage ici pour le concours dévoué qu'une fois de plus elle est disposée à prêter au Gouvernement.

Le projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre aux délibérations des Chambres, tend donc à instituer une *Caisse Nationale des pensions de la guerre*, jouissant de la personnification civile et d'une complète autonomie financière, dont la gestion serait confiée au Conseil d'administration et au Directeur général de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, lesquels acceptent d'accomplir gratuitement cette mission d'intérêt national.

Placée sous ce haut patronage, la Caisse Nationale des pensions n'en aura pas moins une existence entièrement autonome : opérations, écritures, comptabilité, compte annuel seront distincts de ceux de la Caisse d'Épargne même et des autres organismes qui y sont rattachés.

Comme le stipule l'article 2 du projet, la Caisse Nationale des pensions a pour objet d'assumer en lieu et place de l'État la charge financière et le paiement de toutes les pensions, rentes et allocations dérivant de la guerre.

Ce sont notamment :

1° L'allocation de 100 francs, en un livret de caisse d'épargne ⁽¹⁾, et la rente des chevrons de front accordées dans les conditions prévues par la loi du 1^{er} juin 1919 modifiée par celle du 31 juillet 1923 ⁽²⁾;

2° Les pensions et majorations de pensions d'invalidité accordées aux militaires et assimilés ayant participé à la campagne, ainsi qu'aux personnes civiles visées par l'article 42 des lois coordonnées sur les pensions militaires;

3° Les pensions militaires d'ancienneté accordées aux militaires susdits en exécution du 4° de l'article 2 des lois coordonnées;

4° La rente afférente aux ordres nationaux décernés pour faits de guerre aux militaires de rang inférieur à celui d'officier;

5° Les pensions et majorations de pensions accordées aux veuves et orphelins,

(1) En vertu de l'article 3 de la loi du 1^{er} juin 1919, si le militaire de rang subalterne présent sous les armes à une date antérieure au 11 novembre 1918 est marié et père de famille, chacun de ses enfants légitimes nés ou à naître, à l'exclusion de ceux âgés de 18 ans accomplis à la date du 11 novembre 1918, recevra une somme de 100 francs en un livret d'épargne.

(2) L'article 8 de la loi du 1^{er} juin 1919 a institué en faveur des militaires et assimilés de tout rang, présents sous les drapeaux à une date antérieure au 11 novembre 1918, une rente viagère à raison de leurs chevrons de front (100 francs par an pour le premier chevron, 50 francs pour les autres chevrons).

ainsi que les allocations et majorations d'allocations accordées aux ascendants des militaires et assimilés susdits;

6° Les indemnités prévues aux articles 88 ⁽¹⁾ et 89 ⁽²⁾ de l'arrêté royal du 14 novembre 1923;

7° Les indemnités et allocations annuelles aux victimes civiles de la guerre accordées en vertu des lois du 10 juin 1919 et du 25 juillet 1921, coordonnées par arrêté royal du 19 août 1921.

En exécution des prescriptions sur la matière, le livre des pensions, rentes et allocations est tenu actuellement à l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique, chargée des paiements, et à la Cour des Comptes, à qui incombe le contrôle des dépenses. Dans le régime proposé, la Caisse Nationale des pensions de la guerre assume les obligations de la Trésorerie et devient débitrice directe des dites pensions, rentes et allocations; c'est donc à elle qu'il appartient désormais de tenir le livre des pensions, extinctions et réductions, en lieu et place de la Trésorerie, et de justifier à la Cour les paiements effectués à son intervention.

Tel est l'objet de l'article 3.

La forme du livre des pensions à tenir à la Caisse Nationale et celle des brevets à délivrer aux intéressés par cette dernière seront déterminées conformément à l'arrêté royal prévu à l'article 16.

Les voies et moyens de la Caisse Nationale consisteront essentiellement, d'une part, dans une dotation annuelle à verser par le Trésor sur les ressources budgétaires, dotation que l'on propose, eu égard au resserrement de nos possibilités financières, de fixer temporairement au chiffre relativement peu élevé de 50 millions de francs; cette dotation est susceptible de s'accroître à partir de 1930, dès que les ressources publiques permettront de réaliser cet effort complémentaire; d'autre part, dans un prêt annuel, limité à une somme effective de 50 millions de francs, que la Caisse de Retraite est autorisée à lui consentir.

Celle-ci, au cours des prochaines années, est appelée à recevoir des capitaux importants à provenir des versements qu'imposera aux assujettis notamment la future loi sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, dont le projet est actuellement soumis au Parlement (Session parlementaire 1922-1923, Chambre, document n° 18).

Ces capitaux, à raison de la nature et de l'échéance éloignée des charges qu'ils doivent couvrir, sont destinés à être placés pendant une période relativement longue.

De son côté, et par essence, la Caisse Nationale des pensions aura une durée

(1) L'article 88 de l'arrêté royal du 14 novembre 1923 prévoit l'octroi aux militaires admis à la pension d'invalidité du chef de blessures ou d'infirmités contractées ou aggravées au cours de la guerre d'une indemnité équivalente à deux mois de traitement ou de solde.

(2) L'article 89 de l'arrêté royal du 14 novembre 1923 prévoit l'octroi aux invalides pensionnés du chef de blessures ou infirmités contractées ou aggravées au cours de la guerre d'une allocation spéciale et temporaire, variant de 10 % à 30 % de la pension d'invalidité suivant que leur degré d'invalidité est de 60 % à 100 %.

d'au moins un demi-siècle et c'est le terme de cinquante années que l'on envisage pour amortir les emprunts à contracter par elle.

Dès lors, il a paru au Gouvernement que le prêt à la Caisse Nationale des pensions constituerait, au point de vue de la durée, un mode de placement adéquat aux engagements différés de la Caisse de Retraite et c'est dans cette pensée qu'il croit pouvoir proposer de faire un large appel aux ressources futures de cette institution.

Suivant le projet, celle-ci prêterait donc annuellement à la Caisse Nationale des pensions une somme de 50 millions de francs; mais comme, par suite des extinctions successives des pensions, rentes et allocations, il arrivera, dans l'avenir, que cette somme, ajoutée aux ressources propres de la Caisse débitrice, excèdera les besoins annuels de celle-ci, l'intervention de la Caisse de Retraite, à partir de ce moment, se réduira progressivement dans la mesure de cet excédent, jusqu'à cessation complète.

La Caisse Nationale des pensions se libérera de ces prêts par des cessions de titres des emprunts qu'elle est autorisée à émettre.

Ces emprunts serviront en outre à couvrir l'insuffisance des ressources qui viennent d'être indiquées au regard des pensions à servir.

Ils seront couverts de la garantie de l'État et, conséquemment, le Gouvernement aura à en déterminer les conditions, de même que la nature et la forme des titres; les intérêts de ceux-ci ainsi que les primes de remboursement seront exempts d'impôts cédulaires présents et futurs au profit de l'État et de toutes taxes au profit des provinces et des communes.

Il va de soi que, si les conditions du marché financier l'exigent, la Caisse Nationale des pensions pourra se borner à émettre des titres à court ou à moyen terme, à consolider lorsque les circonstances le permettront.

D'un autre côté, pour parer éventuellement à des difficultés momentanées qui seraient de nature à entraver le fonctionnement de l'organisme, il est prévu que celui-ci pourra obtenir des avances du Trésor à régulariser aussitôt que possible sur le produit de l'emprunt.

Les charges et les frais d'émission des emprunts seront supportés par l'État.

Les fonds disponibles de la Caisse Nationale des pensions, qu'ils proviennent de la dotation de l'État, de l'émission de l'emprunt ou de toute autre source, seront versés à un compte courant qui lui sera ouvert à la Banque Nationale de Belgique.

Celle-ci, en sa qualité de Caissier de l'État, fera gratuitement le service des titres et des coupons des emprunts à émettre par la Caisse Nationale des pensions.

Dans le plan qui vient d'être exposé, il n'y aura plus à inscrire au Budget, à partir de l'exercice 1925 inclusivement, de crédits en vue du paiement des pensions, rentes et allocations annuelles de la guerre; il s'y substituera deux crédits nouveaux destinés, l'un au paiement de la dotation à allouer par l'État à la Caisse Nationale des pensions, l'autre au paiement des charges d'intérêt et d'amortissement des emprunts à émettre par celle-ci. Un troisième crédit comprendra la somme à bonifier à la dite Caisse pour la couvrir de tous frais généraux et autres dépenses quelconques.

Il est prévu que, à l'intérieur du pays, le paiement des arrérages des pensions et allocations annuelles s'effectuera avec le concours du service des chèques postaux, et moyennant les justifications ordinaires exigées par ce service, à moins que les bénéficiaires ne préfèrent les faire inscrire sur le livret d'épargne ouvert à leur nom; les titulaires résidant à l'étranger seront payés, à leurs frais, suivant l'un des modes à déterminer par l'arrêté royal prévu à l'article 16.

Actuellement, il est de règle de subordonner le paiement des termes de pensions à la production d'un certificat de vie délivré par les administrations communales.

Dorénavant, en ce qui concerne les pensions dérivant de la guerre, le certificat de vie ne sera plus exigé à l'occasion du paiement de chaque terme échu, pour autant que cette latitude ne soit pas préjudiciable aux intérêts du Trésor, ce qui se produirait si les intéressés en profitaient pour accepter le paiement de sommes indues par suite du décès d'enfants, par exemple.

Provisoirement, et à titre d'expérience, l'arrêté royal d'application du nouveau régime prévoira la production d'un seul certificat de vie par année.

Il se conçoit que cette mesure ne puisse toutefois pas être étendue aux titulaires résidant à l'étranger; ceux-ci devront, comme actuellement, produire un certificat de vie, préalablement au paiement de tout terme de pension, rente ou allocation.

L'article 12 tend à subroger la Caisse Nationale aux droits et privilèges de l'État en matière de récupération des sommes qui pourraient être payées indûment par elle; il va de soi que cette récupération ne pourra s'exercer, à charge des termes à échoir, que dans la mesure que permettent les lois de concession des pensions, rentes et allocations.

Les dispositions des articles 13 et 14 ayant trait aux saisies-arrêts, oppositions et cessions, ainsi qu'à la déchéance quinquennale, se justifient d'elles-mêmes; elles sont d'ordre public.

Le service financier et le paiement des pensions, rentes et allocations de guerre devant être assurés sans perte ni profit, pour le Trésor comme pour le nouvel organisme, il est stipulé à l'article 15 que lors de la liquidation ou en cas de suppression de ce dernier, l'État se substituera à ses droits et obligations.

Il reste à dire un mot des dispositions fiscales qu'il a paru expédient d'introduire dans le projet en faveur d'une institution qui opérera exclusivement pour le compte de l'État.

L'article 17 exempte de tous impôts cédulaires présents et futurs au profit de l'État et de toutes taxes au profit des provinces et des communes les intérêts et les primes de remboursement des titres à émettre par la Caisse Nationale des pensions; le but que l'on se propose ainsi est de faciliter le placement de ces titres dont les charges incombent au Trésor.

Le texte proposé à l'article 18 étend à la Caisse Nationale des pensions de la guerre le régime de faveur créé au profit de la Caisse générale d'épargne et de retraite par l'article 18 de la loi du 16 mars 1865, modifié par l'article 5, 2° de la loi du 28 août 1921.

En ce qui concerne les certificats de vie et les actes de notoriété, il a paru qu'il y avait lieu de les laisser sous l'empire de la règle générale déposée dans

l'article 8 de la loi du 30 décembre 1905, modifiant l'article 62, 24°, de la loi du 25 mars 1891. En vue de ne pas compliquer le rôle des administrations communales qui sont appelées à délivrer les certificats de vie, il importe d'éviter de créer en la matière des distinctions que rien ne justifie, puisque les petites pensions bénéficient toutes de l'immunité. Le texte proposé apporte donc une restriction à l'article 81 des lois coordonnées sur les cours et tribunaux des dommages de guerre, tel qu'il est modifié par l'article 8 de la loi du 19 août 1923.

Quant à l'article 19, il a pour but de placer les opérations d'emprunt prévues par l'article 7 du projet, sous le même régime fiscal que les opérations de l'espèce qui sont effectuées par la Fédération des Coopératives pour dommages de guerre. (Voir article 7 de la loi du 8 avril 1922 et article 7 de la loi du 11 mai 1923.) C'est aussi le régime adopté au profit des emprunts à émettre par l'Association Nationale des industriels et commerçants pour la réparation des dommages de guerre (Voir article 9 de la loi du 27 mars 1924).

* * *

Comme il est dit plus haut, la conception définie dans le présent exposé aboutit à faire supporter par le Trésor, au prix coûtant, les charges inhérentes au paiement des pensions, rentes et allocations, suivant un système qui, bien qu'empirique, assure dans ce paiement une participation plus large et plus rationnelle des exercices futurs à la décharge des exercices contemporains.

L'on avait songé à réaliser ce desideratum d'une manière plus scientifique, en déterminant le montant de l'annuité constante, à servir pendant un nombre donné d'années, nécessaire pour éteindre le capital représentatif des pensions, rentes et allocations de guerre. Mais, si intéressantes que parussent cette solution et l'idée d'arriver ainsi à un forfait absolu, il a été jugé préférable d'y renoncer, l'important problème actuariel posé, d'ailleurs très onéreux à résoudre, comportant de telles complications et des données si incertaines que, pour parer à tout aléa, il eût fallu faire intervenir dans les calculs un taux de sécurité qui devait inévitablement se traduire par un accroissement de charges pour le Trésor.

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

G. THEUNIS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 JUNI 1924.

Ontwerp van wet tot oprichting eener Nationale Kas voor Oorlogspensioenen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Onder de geldelijke lasten, welke uit den oorlog gesproten zijn en welke ons land, ingevolge Duitschlands tekortschieting, zelf te torsen heeft, bevinden zich de pensioenen, jaarlijksche renten en toelagen, welke bij verschillende wetten aan de oudstrijders alsmede aan de burgerlijke slachtoffers verleend werden.

Die pensioenen, renten en toelagen vertegenwoordigen de heiligste aller schulden.

Daarom en wegens den aard van het onrecht, waarvan zij het herstel beoogen, mag de regeling er van niet uitgesteld worden. Noodzakelijkerwijze moeten zij voldaan worden door periodieke en regelmatige betalingen in geldspecie; de achterstallen moeten dus jaarlijks op de Begrooting voorkomen.

't Is een zware last die nog gedurende ettelijke jaren zal aangroeien, om daarna te slinken in de mate van het te niet gaan — zonder daartegen opwevende nieuwe vergunningen, — en zulks zoowel ingevolge het intrekken van de tijdelijke pensioenen, renten en toelagen, als ingevolge het afsterven der recht-hebbenden.

Daaruit volgt dat de op den oorlog naastvolgende dienstjaren, juist diegene waarin 's lands financieele toestand het hachelijkst is, gedrukt zijn door het vol gewicht der (thans op meer dan 150 miljoen 's jaars geraamde) pensioenen, renten en toelagen, dan wanneer voor de latere dienstjaren en tot na volledige delging geleidelijke verlichting zal intreden.

In de tijdsomstandigheden, die ons dringend nopen tot het aanwenden van alle middelen tot verbetering van onzen huidige begrootingstoestand, hebben voorgaande beschouwingen de Regeering er toe geleid een stelsel te zoeken om een redematigere omdeeling van gemelde lasten tot stand te brengen.

H

Zoo is het denkbeeld ontstaan een zelfstandig organisme op te richten, waarop de geldelijke last van de uit den oorlog gesproten pensioenen en de betaling der achterstalligen daarvan zouden rusten.

Dat voorstel zag er des te verleidelijker uit dat het mogelijk is het uit te werken zonder zoo maar voetstoots een geheel op zich zelf staand beheer op te richten.

Immers, bezitten wij geen officiële inrichting die door hare organieke roeping, hare ervaring en hare alombekendheid als bij uitnemendheid aangewezen is om de nieuwe Kas te beheeren? Ik bedoel de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, waaraan ik hier volgaarne hulde breng voor de bereidvaardige medewerking die zij, eens te meer, geneigd is aan de Regeering te verleenen.

Het wetsontwerp, dat ik de eer heb aan de beraadslagingen der Kamers te onderwerpen, beoogt dus het oprichten van eene « *Nationale Kas voor Oorlogspensioenen* », met genot van rechtspersoonlijkheid en van volledige financiële zelfstandigheid waarvan het bestuur zou worden toevertrouwd aan den Beheerraad en aan den Algemeenen Bestuurder van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, welke aanvaard hebben die opdracht van nationaal belang kosteloos te vervullen.

De Nationale Kas voor oorlogspensioenen zal, hoewel onder die hooge bescherming geplaatst, desniettemin een volkomen zelfstandig bestaan leiden : verrichtingen, geschriften, comptabiliteit, jaarlijksche rekening zullen gescheiden zijn van die der Spaarkas zelve en van de andere daaraan verbonden organismen.

Zooals bij artikel 2 van het ontwerp bepaald wordt, heeft de Nationale Kas voor pensioenen tot doel in de plaats van den Staat den financiële last en de betaling op zich te nemen van alle pensioenen, renten en toelagen welke de oorlog heeft doen ontstaan :

Namelijk :

1° De toelage van 100 frank op een spaarboekje ⁽¹⁾ en de chevronsrente, verleend in de voorwaarden voorzien bij de wet van 1 Juni 1919, gewijzigd bij die van 31 Juli 1923 ⁽²⁾;

2° De invaliditeitspensioenen en verhoogingen daarvan, verleend aan de militairen en daarmee gelijkgestelden die aan den veldtocht deelgenomen hebben, alsook aan de burgerlijke personen bedoeld onder artikel 42 der geordende wetten op de militaire pensioenen;

3° De militaire pensioenen wegens ouderdom in dienst verleend aan voornoemde militairen, krachtens 4° van artikel 2 der geordende wetten;

⁽¹⁾ Krachtens artikel 3 der wet van 1 Juni 1919 zal, wanneer de militair van lageren rang, onder de wapens aanwezig vóór 11 November 1918, gehuwd en huisvader is, elk zijner geboren of nog ongebornen wettige kinderen, met uitsluiting van diegene die op 11 November 1918 den vollen ouderdom van 18 jaar bereikt hadden, op een spaarboekje eene som van 100 frank ontvangen.

⁽²⁾ Bij artikel 8 der wet van 1 Juni 1919 wordt ten bate van de militairen en daarmee gelijkgestelden van allen rang, onder de wapens aanwezig vóór 11 November 1918, eene lijfrente ingesteld naar gelang hunner frontstrepen (100 frank per jaar voor de eerste streep, 30 frank voor de andere).

4° De rente in verband met de nationale orden wegens oorlogsfeiten toegekend aan militairen beneden den rang van officier;

5° De pensioenen en verhoogingen daarvan, verleend aan de weduwen en weezen, alsook de toelagen en verhoogingen daarvan, verleend aan de verwanten in de opgaande lijn van voornoemde militairen en daarmee gelijkgestelden;

6° De vergoedingen voorzien bij artikelen 88 ⁽¹⁾ en 89 ⁽²⁾ van het koninklijk besluit van 14 November 1923;

7° De vergoedingen en jaarlijksche toelagen aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog, verleend krachtens de wetten van 10 Juni 1919 en van 25 Juli 1921, geordend bij koninklijk besluit van 19 Augustus 1921.

In uitvoering van de ter zaken geldende voorschriften, wordt het boek van de pensioenen, renten en toelagen thans gehouden bij het Beheer der Thesaurie en Openbare Schuld, dat met de betalingen belast is, en bij het Rekenhof, waarop het toezicht op de uitgaven berust. In het voorgestelde regime neemt de Nationale Kas voor oorlogspensioenen de verplichtingen van de Thesaurie op zich en wordt zij de onmiddellijke schuldenaarster van gemelde pensioenen, renten en toelagen; voortaan is zij dus gehouden het boek van de pensioenen, delgingen en verminderingen in de plaats van de Thesaurie te houden en de door hare tusschenkomst gedane betalingen bij het Rekenhof te verantwoorden.

Zulks is het onderwerp van artikel 3.

De vorm van het bij de Nationale Kas te houden boek van de pensioenen en die van de brevetten aan de belanghebbenden door die instelling uit te reiken, zullen vastgelegd worden overeenkomstig het koninklijk besluit voorzien bij artikel 16.

De middelen van de Nationale Kas zullen hoofdzakelijk bestaan, enerzijds uit eene jaarlijksche dotatie door de Schatkist te storten uit de begrootingsinkomsten en welke men, uit aanmerking van 's lands berooide financiën, voorslaat tijdelijk op het betrekkelijk geringe cijfer van 50 miljoen vast te stellen; die dotatie zou kunnen stijgen, van 1930 af, zoodra de openbare inkomsten zulks mogelijk zullen maken; anderzijds uit eene jaarlijksche leening van hoogstens 50 miljoen frank welke de Lijfrentekas gemachtigd is haar toe te slaan.

In den loop der komende jaren zal de Lijfrentekas belangrijke sommen ontvangen, voortvloeiende uit de stortingen krachtens de toekomstige wet op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegen dood, waar-

(1) Bij artikel 88 van het koninklijk besluit van 14 November 1923 wordt voor de militairen die wegens kwetsuren of lichaamsgebreken opgedaan of verergerd tijdens den oorlog als invalide gepensionneerd zijn, eene vergoeding voorzien waarvan het bedrag aan twee maanden wedde of soldij gelijk is.

(2) Bij artikel 89 van het koninklijk besluit van 14 November 1923, wordt aan de invaliden, die wegens kwetsuren of lichaamsgebreken opgedaan of verergerd tijdens den oorlog gepensionneerd zijn, eene bijzondere en tijdelijke toelage verleend, welke tusschen 10 en 30 t. h. van het invaliditeitspensioen bedraagt, naar gelang hunne invaliditeit van 60 tot 100 t. h. gaat.

van het ontwerp thans bij het Parlement aanhangig is (zittijd 1922-1923, Kamer, besch., n^o 18).

Die sommen zijn, op grond van den aard en den verwijderden vervalldag der lasten tot bestrijding waarvan zij moeten dienen, bestemd om over een betrekkelijk langdurig tijdperk belegd te worden.

Harerzijds en uit haar wezen zal de Nationale Kas voor pensioenen minstens eene halve eeuw bestaan en voor het aflossen van de door haar aan te gane leeningen wordt dan ook op eenen termijn van vijftig jaar geteld.

Dienvolgens docht het de Regeering dat de leening aan de Nationale Kas voor pensioenen, uit oogpunt van duur, eene belegging zou zijn, die volkomen zou beantwoorden aan de uitgestelde verbintenissen der Lijfrentekas en 't is met dat inzicht dat zij meent de toekomstige inkomsten van die instelling in ruime mate te mogen aanspreken.

De Lijfrentekas zou dus, volgens het ontwerp, jaarlijks 50 miljoen aan de Nationale Kas voor pensioenen leenen; maar om reden van het geleidelijk te niet gaan van de pensioenen, renten en toelagen zal binnen enkele jaren die som, gevoegd bij de eigen inkomsten van de schuldplichtige kas dezer jaarlijksche behoeften overtreffen, zoodat de tussehenkomst van de Lijfrentekas van dan af, in de mate van dat teveel, progressief zal afnemen, om ten slotte geheel te vervallen.

De Nationale Kas voor pensioenen zal die leeningen afbetalen door het afstaan van titels van de leeningen tot uitgifte waarvan zij gemachtigd is.

Die leeningen zullen daarenboven dienen om te voorzien in de ontoereikendheid der aangeduide inkomsten, vergeleken met de uit te keeren pensioenen.

Zij zullen door den Staat gewaarborgd worden en, dienvolgens, behoort de Regeering de voorwaarden er van, alsmede den aard en den vorm der titels te bepalen; de interesten er van alsmede de premiën van terugbetaling zullen vrijgesteld zijn van alle bestaande en toekomstige cedulaire belastingen ten bate van den Staat en van alle taxes ten bate van de provincies en van de gemeenten.

Het spreekt vanzelf dat, moesten de voorwaarden der geldmarkt zulks vereischen, de kas zich zou mogen bepalen tot het uitgeven van titels op korten en op gemiddelden termijn, welke zouden geconsolideerd worden zoodra de omstandigheden het toelaten.

Om, anderzijds, het hoofd te bieden aan tijdelijke moeilijkheden welke van aard zouden zijn de werking van de instelling te belemmeren, wordt voorzien dat deze voorschotten van de Schatkist zal kunnen bekomen, welke zoo spoedig doenlijk door middel van de opbrengst der leening zouden geregulariseerd worden.

De lasten en de kosten van uitgifte der leeningen zullen door den Staat gedragen worden.

De beschikbare fondsen der Nationale Kas voor pensioenen, of zij voortvloeien uit de dotatie van den Staat, uit de uitgifte der leening, of uit elk andere bron, zullen gestort worden op eene rekening-courant welke haar zal geopend worden ter Nationale Bank van België.

Laatstgemelde zal, in hare hoedanigheid van Kassier van den Staat, den

dienst der titels en der coupons van de door de Nationale Kas voor pensioenen uit te geven leeningen kosteloos waarnemen.

Volgens het hiervoren uiteengezet plan, zullen, met ingang van het dienstjaar 1925 op de Begrooting geene credieten meer dienen uitgetrokken te worden voor de betaling der jaarlijksche oorlogspensioenen, renten en toelagen; in de plaats daarvan komen twee nieuwe credieten, waarvan het eene bestemd is tot het betalen van de door den Staat aan de nationale kas voor pensioenen toe te kennen dotatie, en het andere tot het betalen van de lasten in verband met de interesten en de amortisatie der door gezegde kas uit te geven leeningen. Een derde crediet zal ook de som begripen welke aan de kas dient toegekend ter bestrijding van hare algemeene onkosten en andere uitgaven hoe ook genaamd.

Voorzien wordt dat, binnenslands de betaling der pensioenen en jaarlijksche toelagen geschieden zal door tussehenkomst van den dienst der postchecks, mits de door dezen dienst vereischte gewone verantwoordigen, ten ware de rechthebbenden zouden verkiezen ze te doen inschrijven op het te hunnen name geopend spaarboekje; de titularissen die buitenslands verblijven, zullen, op eigen kosten, betaald worden op een der wijzen vast te stellen bij het onder artikel 16 voorziene koninklijk besluit.

't Is thans regel de termijnen der pensioenen enkel te betalen mits overlegging van een door de gemeentebesturen uitgereikt levensbewijs.

Vooriaan zal, bij de betaling van iederen vervallen termijn van een oorlogspensioen, geen levensbewijs meer vereischt worden, voor zoover zulks de belangen der Schatkist niet benadeelt, hetgeen het geval zou zijn, moesten de belanghebbenden daarvan gebruik maken om de betaling te aanvaarden van sommen welke, bijvoorbeeld, ingevolge het overlijden van kinderen, niet zouden verschuldigd zijn.

Voorloopig en als proefneming, zal het koninklijk besluit tot toepassing van het nieuwe regime het overleggen voorzien van een enkel levensbewijs per jaar.

Men begrijpt dat die maatregel echter niet kan uitgebreid worden tot in het buitenland wonende titularissen; deze zullen zooals thans telkens zij eenen termijn van pensioen, rente of toelage verlangen op te trekken, een levensbewijs moeten overleggen.

Artikel 12 heeft ten doel de Nationale Kas in de plaats te stellen van den Staat wat betreft dezès rechten en voorrechten in zake verhaling van sommen welke door haar ten onrechte zouden betaald geweest zijn; die verhaling zal, het hoeft wel niet gezegd, ten laste van de te vervallen termijnen slechts mogen geschieden in de mate welke toegelaten is bij de wetten houdende vergunning van pensioenen, renten en toelagen.

De bepalingen van artikelen 13 en 14 betrekking hebbende op het beslag onder derden, het verzet en den afstand, alsmede op de verjaring met vijf jaar zijn zelfbillijkend; zij zijn van openbare orde.

Daar de financieele dienst en de betaling der oorlogspensioenen, renten en toelagen moeten verzekerd worden zonder, zoowel voor de Schatkist als voor de nieuwe instelling winst of verlies na te laten, wordt onder artikel 15 bepaald

dat bij de vereffening, of in geval van opheffing der bewuste instelling, dezer rechten en verplichtingen door den Staat overgenomen worden.

Een woord blijft nog te zeggen over de fiscale bepalingen wier opneming in den tekst, ten bate van eene instelling die uitsluitend voor rekening van den Staat zal handelen, niet ondienstig leek.

Bij artikel 17 worden de interesten en de premiën van terugbetaling der door de Nationale Kas voor pensioenen uit te geven titels vrijgesteld van alle bestaande of nog in te voeren cedulaire belastingen ten bate van den Staat en van alle taxes, ten bate van de provinciën en de gemeenten; zulks heeft ten doel het plaatsen te bevorderen van die titels, waarvan de lasten op de Schatkist rusten.

Het bij artikel 18 der wet van 16 Maart 1863, gewijzigd bij artikel 5, 2^o der wet van 28 Augustus 1921, ten bate der Algemeene Spaar-en Lijfrentekas ingesteld gunstregime wordt, bij den onder artikel 18 voorgestelden tekst uitgebreid tot de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen.

Wat de levensbewijzen en de akten van bekendheid betreft, heeft men gedacht daarop den algemeenen regel, vervat in artikel 8 der wet van 30 December 1905, houdende wijziging van artikel 62, 24^e der wet van 25 Maart 1891, verder te moeten toepassen. Om niet de rol te verwikkelen van de met het uitreiken der levensbewijzen belaste gemeentebesturen, behoort ter zake te worden vermeden dat onderscheidingen worden ingevoerd welke overigens niet te billijken zijn vermits de geringe pensioenen alle den vrijdom genieten.

Voorgestelde tekst brengt dus beperking in artikel 84 der voorgedende wetten op de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, zooals het gewijzigd is bij artikel 8 der wet van 19 Augustus 1923.

Zijnerzijds heeft artikel 19 ten doel de bij artikel 7 van het ontwerp voorziene leeningsverrichtingen onder hetzelfde fiscale regime te stellen als de soortgelijke verrichtingen die gedaan worden door het verbond der samenwerkende vennootschappen voor oorlogsschade (Zie art. 7 der wet van 8 April 1922 en art. 7 der van 11 Mei 1923). Datzelfde regime bestaat ook ten bate van de leeningen uit te geven door de Nationale Vereeniging van Nijveraars en Handelaars voor het herstel der oorlogsschade (Zie art. 9 der wet van 27 Maart 1924).

. . *

Zooals hiervoren gezegd werd, komt het in deze toelichting uiteengezet plan er op neer de lasten in verband met de betaling der pensioenen, renten en toelagen, tegen den kostenden prijs, ten laste der Schatkist te leggen, volgens een stelsel dat, ofschoon het empirisch is, in die betaling een ruimere en redemtigere deelneming der toekomstige dienstjaren verzekert, ter ontlasting van de eerstkomende dienstjaren.

Men had gedacht dat doel op meer wetenschappelijke wijze te bereiken, door het bedrag vast te stellen van de onveranderlijke annuïteit welke zou moeten betaald worden gedurende het getal jaren, noodig om het kapitaal, dat de oorlogspensioenen, renten en toelagen vertegenwoordigt, te delgen. Maar hoe belangwekkend die oplossing en het denkbeeld aldus tot een volstrekt geheel

forfait te geraken ook leken, toch werd verkieslijk geoordeeld daarvan af te zien, daar het gestelde gewichtige actuariel vraagstuk, waarvan de oplossing overigens zeer bezwarend is, zoo ingewikkeld is en zoodanige onzekere gegevens behelst dat, om in alle risico te voorzien, een zekerheidspercent had moeten voorzien worden waaruit, voor de Schatkist, onvermijdelijk eene verhooging der lasten zou voortgespröten zijn.

De Eerste Minister :
Minister van Financiën,
G. THEUNIS.

ANNEXE AU N° 277.

**Projet de loi instituant
une Caisse Nationale des pensions
de la guerre.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

**Sur la proposition de Notre Premier
Ministre, Ministre des Finances,**

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur
suit sera présenté en Notre Nom aux
Chambres législatives par Notre Pre-
mier Ministre, Ministre des Finances.

ARTICLE PREMIER.

Il est créé auprès de la Caisse gé-
nérale d'épargne et de retraite une Caisse
Nationale des pensions de la guerre.

Elle jouit de la personnalité civile et
d'une complète autonomie financière.

ART. 2.

La Caisse Nationale des pensions de
la guerre assume, pour le compte de
l'État, la charge financière et le paie-
ment des pensions, majorations de pen-
sions, rentes et allocations annuelles
accordées aux combattants et aux vic-
times de la guerre ainsi qu'à leurs
ayants droit, en exécution de la loi du
1^{er} juin 1919 modifiée par celle du
31 juillet 1923, de la loi du 10 juin

BIJLAGE VAN N° 277.

**Ontwerp van wet tot oprichting
eener Nationale Kas
voor Oorlogspensioenen.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

**Op de voordracht van Onzen Eersten
Minister, Minister van Financiën,**

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet, waarvan de in-
houd volgt, zal in Onzen Naam door
Onzen Eersten Minister, Minister van
Financiën ter Wetgevende Kamers neer-
gelegd worden.

ARTIKEL EÉN.

Bij de Algemeene Spaar- en Lijf-
rentekas wordt eene Nationale Kas voor
Oorlogspensioenen opgericht.

Zij geniet rechtspersoonlijkheid en
volledige financieele zelfstandigheid.

ART. 2.

De Nationale Kas voor Oorlogspen-
sioenen neemt, voor rekening van den
Staat, den financieelen last en de beta-
ling op zich van de pensioenen, ver-
hoogingen van pensioenen, renten, en
jaarlijksche toelagen aan oud-strijders en
oorlogsslachtoffers alsmede aan hunne
rechthebbenden verleend in uitvoering
der wet van 1 Juni 1919, gewijzigd bij
die van 31 Juli 1923, der wet van

1919 révisée par celle du 25 juillet 1921; des lois sur les pensions militaires coordonnées par arrêté royal du 11 août 1923. Elle assume de même la charge financière et le paiement des indemnités allouées à certaines catégories d'invalides de la guerre en vertu des articles 88 et 89 de l'arrêté royal du 14 novembre 1923 réglant l'exécution des lois coordonnées sur les pensions militaires.

La liquidation des pensions, rentes et allocations demeure confiée aux Départements de la Défense Nationale et des Affaires Économiques, sous le contrôle de la Cour des Comptes.

En attendant la liquidation définitive des pensions, rentes et allocations visées dans le présent article, la Caisse Nationale des pensions assure le paiement du premier terme des pensions, ainsi que des sommes allouées provisoirement aux intéressés, en exécution des dispositions en vigueur.

ART. 3.

Le livre des pensions, rentes et allocations conférées, ainsi que des extinctions et réductions, est tenu à la Caisse Nationale des pensions de la guerre et à la Cour des Comptes, chargée du contrôle des dépenses.

ART. 4.

La Caisse Nationale des pensions de la guerre est gérée gratuitement par le Conseil d'administration de la Caisse d'épargne et par le Directeur général de cette institution, sans l'intervention du Conseil général.

La mission nouvelle du Conseil

10 Juni 1919, herzien bij die van 25 Juli 1921; der bij koninklijk besluit van 11 Augustus 1923 geordende wetten op de militaire pensioenen. Zij neemt desgelijks op zich den financiële last en de betaling van de vergoedingen aan zekere categorieën oorlogsinvaliden verleend krachtens artikelen 88 en 89 van het koninklijk besluit van 14 November 1923 tot regeling van de uitvoering der geordende wetten op de militaire pensioenen.

De verevening van de pensioenen, renten en toelagen blijft toevertrouwd aan de Departementen van Landsverdediging en van Economische Zaken, onder toezicht van het Rekenhof.

In afwachting van de definitieve verevening der onder dit artikel beoogde pensioenen, renten en toelagen, verzekert, de betaling van den eersten termijn der pensioenen, de Nationale Kas voor pensioenen, alsmede van de sommen in uitvoering der van kracht zijnde bepalingen aan de belanghebbenden voorloopig toegekend.

ART. 3.

Het boek van de verleende pensioenen, renten en toelagen, alsook van het teniet gaan en de verminderingen wordt gehouden bij de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen en bij het Rekenhof, belast met het toezicht op de uitgaven.

ART. 4.

De Nationale Kas voor Oorlogspensioenen wordt kosteloos beheerd door den Beheerraad der Algemeene Spaar-kas en door den Algemeenen Bestuurder van die inrichting buiten tusschenkomst van den Algemeenen Raad.

De nieuwe opdracht van den Beheer-

d'administration et celle du Directeur général restent définies respectivement par les articles 10 à 12 et par les articles 13 et 14 de la loi du 16 mars 1863, pour autant que ces dispositions soient applicables en ce qui concerne la Caisse Nationale des pensions et sous réserve de l'intervention du Gouvernement ou du Ministre des Finances dans les cas prévus par la présente loi.

ART. 5.

Les opérations, les écritures et la comptabilité de la Caisse Nationale des pensions sont distinctes de celles de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite.

Son compte annuel est, comme celui des organismes de la Caisse générale, soumis à la vérification du Ministre des Finances et à l'approbation de la Cour des Comptes.

ART. 6.

Pour faire face aux charges inhérentes à son objet, la Caisse Nationale des pensions dispose :

1° D'une dotation annuelle de cinquante millions de francs (50,000,000 de francs) à inscrire au Budget de l'État et qui lui est versée par quart au début de chaque trimestre; cette dotation pourra être augmentée à partir de l'exercice 1930; elle ne décroîtra dans l'avenir qu'en fonction du montant des pensions et allocations restant en cours;

2° Du produit des dons et legs qu'elle est autorisée à accepter moyennant l'approbation du Gouvernement;

3° Du produit éventuel de son portefeuille;

raad en die van den Algemeenen Bestuurder blijven onderscheidenlijk bepaald bij artikelen 10 tot 12 en bij artikelen 13 en 14 der wet van 16 Maart 1863, voor zoover die bepalingen toepasselijk zijn wat betreft de Nationale Kas voor pensioenen en onder voorbehoud van de tusschenkomst van de Regeering of van den Minister van Financiën in de bij de tegenwoordige wet voorziene gevallen.

ART. 5.

De verrichtingen, de geschriften en de comptabiliteit der Nationale Kas voor pensioenen zijn afgescheiden van die der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas.

Hare jaarlijksche rekening is evenals die van de organismen der Algemeene Kas, aan het onderzoek van den Minister van Financiën en aan de goedkeuring van het Rekenhof onderworpen.

ART. 6.

Om te voorzien in de met haar doel gepaard gaande lasten, beschikt de Nationale Kas over :

1° Eene jaarlijksche dotatie van vijftig millioen frank (50,000,000 fr.) op de Staatsbegrooting uit te trekken en welke haar per vierde in het begin van elk kwartaal gestort wordt; die dotatie mag verhoogd worden te beginnen van het dienstjaar 1930; in de toekomst neemt zij slechts af in verhouding tot het bedrag der nog loopende pensioenen en toelagen;

2° De opbrengst der giften en legaten, welke zij, mits goedkeuring der Regeering, gemachtigd is te aanvaarden;

3° De gebeurlijke opbrengst van hare portefeuille;

4° D'un prêt annuel fixé à 50 millions de francs au maximum, que la Caisse de Retraite est autorisée à lui consentir, à titre de placement, sur le montant des versements à recevoir par elle en exécution des lois sur les assurances sociales; dans l'avenir, lorsque cette somme, ajoutée aux ressources prévues aux 1°, 2° et 3° ci-dessus, dépassera le montant des pensions et allocations restant à servir, l'intervention financière de la Caisse de Retraite sera réduite à concurrence de l'excédent.

Le prêt dont il s'agit au 4° se fera contre cession, aux conditions à fixer par la Caisse Nationale des pensions, d'accord avec le Ministre des Finances, de titres des emprunts autorisés par l'article 7 ci-après.

ART. 7.

A défaut d'autres ressources que celles prévues aux 1°, 2° et 3° de l'article précédent, il est pourvu à l'insuffisance de celles-ci par voie d'emprunts à émettre par la Caisse Nationale des pensions, sous la garantie de l'État.

Les conditions d'émission de ces emprunts, de même que la nature et la forme des titres, sont déterminées par arrêté royal, la Caisse Nationale entendue.

Ces titres porteront le visa du Trésor.

Toutes les signatures à apposer sur les titres pourront être remplacées par des griffes.

Les frais de confection et d'émission des titres sont à charge de l'État.

Le cas échéant, le Ministre des Fi-

4° Eene jaarlijksche leening van ten hoogste 50 millioen frank, welke de Lijfrentekas gemachtigd wordt haar, ten titel van belegging, toe te staan op het bedrag der gelden door haar te ontvangen in uitvoering van de wetten op de sociale verzekeringen; in de toekomst, wanneer die som gevoegd bij de onder 1°, 2° en 3° voorziene middelen meer zal bedragen dan de nog uit te keeren pensioenen en toelagen wordt de geldelijke tusschenkomst van de Lijfrentekas ten beloope van het teveel verminderd.

De leening waarvan sprake onder 4° wordt aangegaan mits afstand, onder de door de Nationale Kas voor pensioenen, in overleg met den Minister van Financiën te bepalen voorwaarden, van titels der bij artikel 7 hierna gemachtigde leeningen.

ART. 7.

Bij gebrek aan andere middelen dan die voorzien onder 1°, 2° en 3° van voorgaand artikel, mag in de ontoereikendheid daarvan voorzien worden door middel van leeningen door de Nationale Kas voor pensioenen uit te geven onder den waarborg van den Staat.

De voorwaarden van uitgifte van die leeningen, alsmede de aard en de vorm der titels, worden bij koninklijk besluit bepaald, de Nationale Kas gehoord.

Die titels voeren het visa van de Schatkist.

Al de op de titels te stellen handteekeningen mogen door naamstempels vervangen worden.

De kosten van aanmaak en van uitgifte der titels zijn ten laste van den Staat.

De Minister van Financiën mag

nances peut consentir à la Caisse Nationale des avances du Trésor à régulariser aussitôt que possible sur le produit de l'emprunt.

ART. 8.

Les fonds disponibles de la Caisse Nationale seront versés en compte courant à la Banque Nationale de Belgique.

ART. 9.

A partir de l'exercice 1925 inclusive, il ne sera plus inscrit au Budget de l'État de crédits en vue du paiement des pensions, rentes, allocations et indemnités prévues à l'article 2; ils seront remplacés, d'une part, par un crédit affecté au versement de la dotation annuelle prévue au 1° de l'article 6 ci-dessus; d'autre part, par un second crédit destiné à couvrir les charges des capitaux à emprunter par la Caisse Nationale des pensions.

ART. 10.

Il sera en outre porté au Budget un crédit destiné au paiement des frais inhérents à la gestion et au fonctionnement de la Caisse Nationale.

ART. 11.

Dans le pays, les arrérages des pensions, rentes et allocations sont payables par l'entremise du service des chèques-postaux, à moins que les bénéficiaires n'en demandent l'inscription sur un livret d'épargne ouvert à leur nom; à l'étranger, ils sont payables suivant les

desgevallende aan de Nationale Kas voorschotten van de Schatkist verleen, welke zoo spoedig mogelijk op de opbrengst der leening dienen geregulariseerd te worden.

ART. 8.

De beschikbare fondsen van de Nationale Kas worden bij de Nationale Bank van België op loopende rekening gestort.

ART. 9.

Van en met het dienstjaar 1925 worden op de Staatsbegroting geen credieten meer uitgetrokken voor de betaling van de bij artikel 2 voorziene pensioenen, renten, toelagen en vergoedingen; zij worden vervangen, eenerzijds, door een crediet bestemd tot de storting van de onder 1° van voorgaand artikel 6 voorziene jaarlijksche dotatie; anderzijds, door een tweede crediet bestemd tot het dekken van de lasten der door de Nationale Kas voor pensioenen te ontleenen kapitalen.

ART. 10.

Bovendien wordt op de Begroting een crediet uitgetrokken ter bestrijding van de onkosten voortspruitende uit het beheer en uit de werking van de Nationale Kas.

ART. 11.

Binnenslands zijn de te vervallen pensioenen, renten en toelagen betaalbaar door bemiddeling van den dienst der postchecks, tenzij de rechthebbenden er de inschrijving van vragen op een te hunnen name geopend spaarboekje; buitenlands zijn ze betaalbaar

modes à déterminer par l'arrêté royal prévu à l'article 16 ci-dessous.

ART. 12.

Le cas échéant, la Caisse Nationale des pensions poursuivra, à charge des titulaires ou de leurs ayants droit, le recouvrement des sommes indûment payées; elle est à cet égard subrogée aux droits et privilèges de l'État.

ART. 13.

Les saisies-arrêts, oppositions, cessations ou mainlevées portant sur les pensions, rentes et allocations auxquelles s'applique la présente loi et toutes autres notifications ayant pour objet d'en arrêter le paiement, devront être faites entre les mains du Directeur général de la Caisse générale d'Épargne et de Rétraite.

ART. 14.

Sont prescrits au profit de l'État, les termes de pensions, rentes et allocations qui n'auraient pas été payés dans un délai de cinq ans à partir du 1^{er} janvier de l'année à laquelle ils se rapportent.

Toutefois, les sommes saisies ou cédées qui, à l'expiration de la cinquième année, n'auraient pas été payées, seront versées à la Caisse des Consignations à la conservation des droits de qui il appartiendra. Ce versement libère entièrement la Caisse Nationale et le Trésor public.

volgens de wijzen te bepalen bij het onder navolgend artikel 16 voorziene koninklijk besluit.

ART. 12.

Desgevallende vervolgt de Nationale Kas voor pensioenen, in den persoon van de titularissen of van hunne recht-hebbenden, de invordering van de ten onrechte betaalde sommen; ten deze treedt zij in de rechten en voorrechten van den Staat.

ART. 13.

De beslagleggingen onder derden, het verzet, de afstanden of de opheffingen welke betrekking hebben op de pensioenen, renten en toelagen waarop deze wet toepasselijk is, en alle andere beteekeningen die ten doel hebben de betaling daarvan te stuiten, moeten gedaan worden in handen van den Algemeenen Bestuurder der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas.

ART. 14.

Zijn verjaard ten bate van den Staat, de termijnen van pensioenen, renten en toelagen die niet betaald werden binnen een tijdsbestek van vijf jaar te rekenen van 1 Januari van het jaar waarmede zij verband houden.

Nochtans worden de in beslag genomen of afgestane sommen, welke na afloop van het vijfde jaar niet zouden uitbetaald zijn, ter Consignatiekas gestort tot bewaring der rechten van wie het zal behooren. Door die storting zijn de Nationale Kas en de Schatkist van alle verplichting ontheven.

ART. 15.

Lors de la liquidation ou en cas de suppression de la Caisse Nationale des pensions, l'État se substituera aux droits et obligations de celle-ci.

ART. 16.

Un arrêté royal règlera les mesures destinées à assurer l'application de la présente loi.

Dispositions fiscales.

ART. 17.

Les coupons des titres à émettre par la Caisse Nationale des pensions, de même que les primes de remboursement, sont exempts de tous impôts cédulaires présents et futurs au profit de l'État et de toutes taxes au profit des provinces et des communes.

ART. 18.

Sont exempts de la formalité de l'enregistrement, ainsi que des droits de timbre et de greffe, tous les actes et pièces nécessaires à l'exécution des dispositions de la présente loi.

Toutefois, les certificats de vie et les actes de notoriété délivrés pour pensions, rentes et allocations dépassant 2,000 francs annuellement sont passibles du droit de timbre.

ART. 19.

Les titres des emprunts à émettre par la Caisse Nationale des pensions de la guerre sont exempts du timbre; il

ART. 15.

Bij de vereffening of in geval van opheffing der Nationale Kas voor pensioenen worden hare rechten en verplichten door den Staat overgenomen.

ART. 16.

Bij een koninklijk besluit worden de maatregelen getroffen bestemd om de toepassing van deze wet te verzekeren.

Fiscale bepalingen.

ART. 17.

De coupons van de door de Nationale Kas voor pensioenen uit te geven titels alsook de premiën van terugbetaling zijn vrijgesteld van alle bestaande en toekomstige cedulaire belastingen ten bate van den Staat en van alle taxes ten bate van de provinciën en de gemeenten.

ART. 18.

Alle akten en stukken benoodigd tot de uitvoering van de bepalingen dezer wet zijn vrijgesteld van de formaliteit der registratie, alsmede van alle zegel- en griffierechten.

Nochtans zijn de levensbewijzen en de akten van bekendheid uitgereikt voor pensioenen, renten en toelagen, welke jaarlijks 2,000 frank overtreffen aan het zegelrecht onderworpen.

ART. 19.

De titels van de door de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen uit te geven leeningen zijn zegelvrij; hetzelfde geldt

en est de même de tous les documents relatifs à leur souscription. Les souscriptions à ces emprunts sont exonérées de la taxe sur les opérations de bourse.	voor alle bescheiden betreffende de intekening daarop. De intekeningen op die leeningen zijn vrijgesteld van de taxe op de beursverrichtingen.
---	--

Donné à Bruxelles, le 31 mai 1924.	Gegeven te Brussel, den 31 Mei 1924.
------------------------------------	--------------------------------------

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

G. THEUNIS.
